

Convention collective

IDCC : 8116. – **PERSONNEL D'ENCADREMENT
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES
DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE
(D'ILE-DE-FRANCE)
(2 décembre 1996)**

(Etendue par arrêté du 21 août 1998,
Journal officiel du 29 août 1998)

AVENANT N° 22 DU 8 DÉCEMBRE 2008

NOR : *AGRS0997029M*

IDCC : *8116*

Entre :

La fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles d'Ile-de-France ;

La fédération régionale des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) d'Ile-de-France,

D'une part, et

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles (SNCEA) CFE-CGC ;

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFTD ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes (FGTA) FO ;

L'union régionale des salariés de l'agriculture et de la forêt (URSAF) CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 58 intitulé « Régime de retraite et de prévoyance » de la convention collective du 2 décembre 1996 applicable au personnel d'encadrement des exploitations agricoles de polyculture et d'élevage de la région d'Ile-de-France sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les salariés bénéficiaires du régime complémentaire de retraite et de prévoyance, institué par la convention collective nationale des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952, doivent être affiliés aux différentes institutions qui les mettent en œuvre (la gestion est assurée par Agrica, 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris).

Les bénéficiaires de ces régimes au regard de la classification des emplois sont définis en application des critères qui servent à la détermination des participants au régime de retraite des cadres institué par la convention collective nationale du 14 mars 1947.

Les partenaires sociaux signataires des accords de classification des emplois doivent saisir l'AGIRC et lui transmettre leurs avis quant aux participants relevant du régime de retraite des cadres institué au sein des conventions collectives concernées, en application des règles fixées par la convention collective du 14 mars 1947. La décision sur les seuils d'affiliation prise par l'AGIRC devra figurer en annexe dans les conventions collectives concernées. »

Article 2

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 8 décembre 2008.

(Suivent les signatures.)